LA FRANCE ADHÈRE À LA TRÈVE D'UN AN DES ARMEMENTS

Le ministre des affaires étrangères a adressé au secrétaire général de la Société des Nations la réponse du gouvernement français à la proposition de trêve des armements adoptée le 29 septembre dernier, par l'assemblée de la Société des Nations.

Dans cette réponse, le gouvernement français fait connaître que si la trêve est observée par les pays voisins de la France, il accepte de s'y conformer dans les termes de la résolution votée par l'assemblée et dans les conditions définies par le rapport qui accompagnait cette résolution.

Au total, à la veille du délai fixé au 1er novembre, dix-sept États ont répondu. D'autres réponses sont notamment celles de l'Allemagne et de l'Italie, sont attendues incessamment.

L'AMÉRIQUE AUSSI, MAÏS... Un télégramme de Washington à l'Agence Reuter, dit qu'en acceptant la proposition d'une trêve des armements pour une période d'une année, qui a été commandée par la S. D. N., les États-Unis ont stipulé que cet engagement ne s'appliquerait qu'aux constructions navales qui ne sont pas destinées à être armées ou ne font pas l'objet de marches.

Cette clause permet donc aux États-Unis de continuer la construction de sept croiseurs de haute vitesse, de six sous-marins, d'un porte-avions, et cinq contre-torpilleurs.

L'acceptation des États-Unis ne fait pas mention du remplacement des sous-marins ou aéroplanes, qui, au cours de l'année, seraient considérés comme ne répondant plus aux besoins modernes.

Profitant de cette omission, l'Amérique pourrait construire six autres contre-torpilleurs et plusieurs autres bâtiments de faible tonnage.

LE PLAN YOUNG
ET LES PAIEMENTS ALLEMANDS

Selon un de nos confrères parisiens, on croit savoir que le gouvernement du Reich demanderait aux puissances étrangères de constater que même que l'Allemagne est incapable de reprendre les paiements prévus par le plan Young.

On estime à Berlin qu'il serait préférable d'engager des conversations directes franco-allemandes que de recourir à une longue procédure comme la réunion au comité consultatif envisagée par l'accord.

D'autre part, à Washington, le département d'Etat insiste sur l'opportunité qu'il y aurait à ce que l'Allemagne formulât rapidement sa demande de moratorium, selon la procédure fixée par le plan Young, afin que le comité consultatif prévu au plan commence incessamment ses travaux.

ARRÊSTATION D'UN BARON
POUR TRAFIC DE COCAÏNE

On a arrêté hier matin, à Strasbourg, le baron Von Bergen, pour trafic de cocaïne. Il est établi que le baron Von Bergen est en possession d'un coffret et d'entree dans un cimetière devant être livré par Von Bergen à un sergent de Lauterbourg qui fut arrêté au moment où il prenait possession de la drogue.

UN CONFLIT AUX PORTS
DE LA ROCHELLE
ET DE ROCHEFORT

Des compagnies de navigation de La Rochelle et Rochefort ne renouvellent leurs contrats avec les marins qu'à la condition de réduction sur les salaires. Un certain nombre de marins ont refusé d'accepter et ont débarqué dans les deux ports. Quelques incidents se sont produits à La Pallice sans gravité.

La politique régionale

SONGERS DE LA FÉDÉRATION DU NORD
DU PARTI SOCIALISTE À LILLE
EN NOVEMBRE

On annonce que les sections de la Fédération du Nord du Parti Socialiste se réuniront au Congrès le dimanche 6 novembre, à Lille, à 10 heures, au Palais de la Bourse du Travail, 4, rue Gambetta pour examiner les questions intéressant plus particulièrement l'organisation et les intérêts régionaux. Les secrétaires de section sont priés d'adresser au Secrétariat fédéral, 10, place de la République, à Lille, le 30 novembre, les noms des délégués au Congrès, 2. Les noms des candidats à la section régionale, 3. Les questions que la section voudrait voir présenter au Congrès sur les rapports.

LE BUTIN...

Enfin, que les malfaiteurs soient passés par n'importe où, une chose est certaine, c'est que l'on s'est introduit dans le bureau de poste la nuit.

Dans la salle de triage les malfaiteurs ont ouvert 17 sacs postaux contenant les derniers courriers du soir, qui devaient être acheminés en voiture dans les destinations suivantes, pour la distribution du matin : Annay, Loison, Meurchin, Nouvilles, Pont-à-Vendin, Sallaumines, Vendin-Capelle, Dion-Breton, Hestrin-Coupligny, Mazingarbe, Aix-Noulette, Bully et Neux.

Les déchéterets de nombreuses lettres, notamment celles provenant de Valenciennes, ont été dérobés. Les malfaiteurs fouillèrent tous les tiroirs.

Le s'acheminent à pied vers sa demeure, tout en bavardant sur d'autres sujets.

Lorsqu'ils furent arrivés chez lui Henri demanda :

— Veux-tu prendre quelque chose avant de te coucher ?

— Merci, je n'ai besoin de rien, sinon de sommeil.

— Et de rêves aussi.

— Si tu reviens pas. Je comprends d'ailleurs que tu aies envie de dormir après une nuit blanche, une journée pleine d'émotion ! Je t'ai fait préparer ma chambre. Elle donne en plein midi, face à la mer.

— Tu es trop bon. Pourquoi es-tu dérangé par n'importe quoi ?

— Tu es trop bon. Pourquoi es-tu dérangé par n'importe quoi ?

Un audacieux et mystérieux cambriolage à l'Hôtel-des-Postes de Lens

Dans la nuit de vendredi à samedi un cambriolage sur lequel plane le plus grand mystère, a été perpétré dans l'Hôtel des Postes de Lens. Rien d'important n'a disparu et on ne découvrit aucune trace d'effraction. Néanmoins, une enquête est ouverte pour rechercher les auteurs de cet exploit.

DES VOLEURS SONT ENTRÉS

Samedi, vers 4 heures du matin, M. Jules Villain, 25 ans, maçon, demeurant à Arras, rue Scarpin-Palaisant, arriva pour prendre son service au bureau de postes de Lens où il est affecté depuis peu de temps.

Entrant par la rue donnant sur la

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

gauche : La façade de l'Hôtel des Postes d'attaquant les malfaiteurs.

à droite : Le coffre-fort auquel s'attaquaient les malfaiteurs.

Un rat d'usine qui venait d'être découvert s'est pendu à Roubaix

Depuis quelque temps, des vols au vestiaire étaient constatés à l'usine Huet, 37, rue Bernard, à Roubaix. Ces faits, préjudiciables aux ouvriers, avaient été rapportés à la direction qui décida d'installer des souricières afin d'identifier le coupable.

Infamusement, l'auteur de ces méfaits devait tomber dans les mailles du filet. C'est ce qui arriva, qui, malheureusement, se termina d'une façon tragique.

En effet, hier matin, vers 5 h. 30 le magistrat Jean-Baptiste Potier, âgé de 60 ans, demeurant boulevard de Metz, cour Henri, 9, fut surpris dans la salle de l'atelier d'entourage où il avait installé ses souricières en train de fouiller dans les poches des vêtements de travail des ouvriers. Cette constatation était grave et indiquait franchement qu'il était l'auteur des larcins.

Bouleversé par cette découverte, le magistrat jugea la situation désespérée. Il se rendit dans l'un des magasins de la dite usine et, plutôt que de faire connaissance avec la justice, il décida de mettre fin à ses jours en se pendant purement et simplement.

M. le commissaire de police du 3^e arrondissement, a fait les constatations d'usage. Le corps fut ensuite transporté au dépôt mortuaire de l'hôpital de la Fraternité.

LE CONFLIT
SINO - JAPONAIS

On annonce de Tokio, d'après un télégramme en provenance de Moscou, que l'avance japonaise sur le Nord de la Mandchourie et le territoire russe serait imminente. Les Russes bannissent les troupes japonaises et ont demandé le remboursement des dépenses engagées.

On ne connaît que seule avait disparu une feuille de décompte des appointements des gendarmes, et que l'on peut considérer comme un bien petite vengeance de la part des cambrioleurs.

ON NE TROUVE RIEN

Les policiers ont activement poursuivi leur enquête toute la journée et ont interrogé de nombreux témoins, ainsi que le personnel de l'administration des postes, que les personnes susceptibles de fournir des renseignements.

Mlle Marie-Louise Michel, qui se trouvait enfermée dans la salle des téléphones, s'est couchée vers 23 heures. Elle n'a absolument rien vu.

Des investigations de la journée, il semblerait résulter que l'un des individus qui ont commis le cambriolage, a été aperçu clandestinement dans les bureaux avant l'heure de fermeture et se laisser enfermer dans l'établissement.

Une fois que tout fut endormi, il entra dans les bureaux et se cacha dans les poches de l'extérieur.

L'enquête se poursuit sur cette ténébreuse affaire, pour en découvrir les auteurs qui, à coup sûr, d'après leur façon d'opérer, ne doivent pas être des professionnels.

POUR PARER À LA CRISE
DONT SOUFFRENT
LES INDUSTRIES
DE LA NAVIGATION

M. Henri Tasso, député des Bouches-du-Rhône, président de la Commission de la Marine Marchande, a informé le président de la Chambre que des propositions de loi ont été déposées pour parer à la crise de la navigation.

Cette crise affecte, dit-il, l'armement proprement dit, augmente le chômage et sévit dans le personnel navigant et atteint aussi les industries connexes de la navigation. Elle ne paraît nécessiter des mesures urgentes non seulement des mesures urgentes non seulement.

450.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 450.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Un rat d'usine qui venait d'être découvert s'est pendu à Roubaix

Depuis quelque temps, des vols au vestiaire étaient constatés à l'usine Huet, 37, rue Bernard, à Roubaix. Ces faits, préjudiciables aux ouvriers, avaient été rapportés à la direction qui décida d'installer des souricières afin d'identifier le coupable.

Infamusement, l'auteur de ces méfaits devait tomber dans les mailles du filet. C'est ce qui arriva, qui, malheureusement, se termina d'une façon tragique.

En effet, hier matin, vers 5 h. 30 le magistrat Jean-Baptiste Potier, âgé de 60 ans, demeurant boulevard de Metz, cour Henri, 9, fut surpris dans la salle de l'atelier d'entourage où il avait installé ses souricières en train de fouiller dans les poches des vêtements de travail des ouvriers. Cette constatation était grave et indiquait franchement qu'il était l'auteur des larcins.

Bouleversé par cette découverte, le magistrat jugea la situation désespérée. Il se rendit dans l'un des magasins de la dite usine et, plutôt que de faire connaissance avec la justice, il décida de mettre fin à ses jours en se pendant purement et simplement.

M. le commissaire de police du 3^e arrondissement, a fait les constatations d'usage. Le corps fut ensuite transporté au dépôt mortuaire de l'hôpital de la Fraternité.

LE CONFLIT
SINO - JAPONAIS

On annonce de Tokio, d'après un télégramme en provenance de Moscou, que l'avance japonaise sur le Nord de la Mandchourie et le territoire russe serait imminente. Les Russes bannissent les troupes japonaises et ont demandé le remboursement des dépenses engagées.

On ne connaît que seule avait disparu une feuille de décompte des appointements des gendarmes, et que l'on peut considérer comme un bien petite vengeance de la part des cambrioleurs.

ON NE TROUVE RIEN

Les policiers ont activement poursuivi leur enquête toute la journée et ont interrogé de nombreux témoins, ainsi que le personnel de l'administration des postes, que les personnes susceptibles de fournir des renseignements.

Mlle Marie-Louise Michel, qui se trouvait enfermée dans la salle des téléphones, s'est couchée vers 23 heures. Elle n'a absolument rien vu.

Des investigations de la journée, il semblerait résulter que l'un des individus qui ont commis le cambriolage, a été aperçu clandestinement dans les bureaux avant l'heure de fermeture et se laisser enfermer dans l'établissement.

Une fois que tout fut endormi, il entra dans les bureaux et se cacha dans les poches de l'extérieur.

L'enquête se poursuit sur cette ténébreuse affaire, pour en découvrir les auteurs qui, à coup sûr, d'après leur façon d'opérer, ne doivent pas être des professionnels.

POUR PARER À LA CRISE
DONT SOUFFRENT
LES INDUSTRIES
DE LA NAVIGATION

M. Henri Tasso, député des Bouches-du-Rhône, président de la Commission de la Marine Marchande, a informé le président de la Chambre que des propositions de loi ont été déposées pour parer à la crise de la navigation.

Cette crise affecte, dit-il, l'armement proprement dit, augmente le chômage et sévit dans le personnel navigant et atteint aussi les industries connexes de la navigation. Elle ne paraît nécessiter des mesures urgentes non seulement des mesures urgentes non seulement.

450.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 450.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

Les membres de l'exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste se sont réunis hier matin à Paris, au Palais du Parti Socialiste, sous la présidence de M. Fritz Adler.

Aucune communication n'a été faite sur les résultats de la délibération qui a gardé un caractère strictement privé et qui se poursuivra au cours de nouvelles séances qui auront lieu dans l'après-midi et aujourdh'hui.

500.000 FRANCS D'ARGENT
ET DE BIJOUX VOLÉS

Un cambriolage a été commis hier vers 17 heures à Dieppe, dans la propriété du duc de Guise-Elle, né en France, mais naturalisé américain. Le cambriolage a été commis pour 500.000 francs d'argent et de bijoux ont été emportés.

LES MEMBRES DE L'EXECUTIF
DE L'I. O. S. SE SONT RÉUNIS
HIER À PARIS

MAISON DE LA DU CONSEIL GÉNÉRAL DU NORD

Le manque de place nous a forcé à reporter à ce jour la publication d'un certain nombre de vœux de divers conseillers généraux, vœux qui furent déposés dans les bureaux. Nous les donnons ci-dessous.

Rappelons que la prochaine séance du Conseil Général aura lieu mercredi à 10 heures des bureaux.

L'impôt sur les salaires. — Vœu de M. RUYOHE. — Rappelant un vœu précédent concernant l'injustice qui frappe les ouvriers qui sont atteints par l'impôt sur les salaires, alors que l'année précédente ils ont subi un chômage réduisant dans de fortes proportions, le salaire indispensable, M. J. Ruyohé, émet le vœu que dans le calcul de l'impôt il soit tenu compte de la perte de salaire de l'année précédente, celle de l'établissement de l'impôt et que soit déduite la part entre le salaire touché et le taux imposable.

Indemnités aux titulaires des postes. — Vœu de M. LACOURT. — Considérant que les fonctionnaires titulaires des postes descriptifs ont été privés de leur poste pendant la période du 19 août 1930 et relatif aux postes descriptifs occupés par les instituteurs et institutrices n'a pas été solutionné.

Le Conseiller Général soussigné demande à nouveau que des indemnités compensatrices soient accordées aux titulaires des postes, ou tout au moins que l'administration soit contrainte à ce qu'elle ait été solutionnée par l'assemblée départementale pour en débiter.

Secours de maternité. — Vœu de M. Alfred LACOURT. — Le Conseiller Général soussigné émet, à nouveau, le vœu que soit examinée la possibilité dans les secours de maternité prévus aux Assurances Sociales pour les femmes qui ont été affectées d'accorder les mêmes avantages que la loi sur l'assistance aux femmes en couches.

Avances de fonds des communes. — Le vœu de M. Alfred LACOURT. — Considérant que les communes ont été privées de leur poste pendant la période du 19 août 1930 et relatif aux postes descriptifs occupés par les instituteurs et institutrices n'a pas été solutionné.

Le Conseiller Général soussigné demande à nouveau que des indemnités compensatrices soient accordées aux titulaires des postes, ou tout au moins que l'administration soit contrainte à ce qu'elle ait été solutionnée par l'assemblée départementale pour en débiter.

Secours de maternité. — Vœu de M. Alfred LACOURT. — Le Conseiller Général soussigné émet, à nouveau, le vœu que soit examinée la possibilité dans les secours de maternité prévus aux Assurances Sociales pour les femmes qui ont été affectées d'accorder les mêmes avantages que la loi sur l'assistance aux femmes en couches.

Avances de fonds des communes. — Le vœu de M. Alfred LACOURT. — Considérant que les communes ont été privées de leur poste pendant la période du 19 août 1930 et relatif aux postes descriptifs occupés par les instituteurs et institutrices n'a pas été solutionné.

Le Conseiller Général soussigné demande à nouveau que des indemnités compensatrices soient accordées aux titulaires des postes, ou tout au moins que l'administration soit contrainte à ce qu'elle ait été solutionnée par l'assemblée départementale pour en débiter.

Secours de maternité. — Vœu de M. Alfred LACOURT. — Le Conseiller Général soussigné émet, à nouveau, le vœu que soit examinée la possibilité dans les secours de maternité prévus aux Assurances Sociales pour les femmes qui ont été affectées d'accorder les mêmes avantages que la loi sur l'assistance aux femmes en couches.

Avances de fonds des communes. — Le vœu de M. Alfred LACOURT. — Considérant que les communes ont été privées de leur poste pendant la période du 19 août 1930 et relatif aux postes descriptifs occupés par les instituteurs et institutrices n'a pas été solutionné.

Le Conseiller Général soussigné demande à nouveau que des indemnités compensatrices soient accordées aux titulaires des postes, ou tout au moins que l'administration soit contrainte à ce qu'elle ait été solutionnée par l'assemblée départementale pour en débiter.

Secours de maternité. — Vœu de M. Alfred LACOURT. — Le Conseiller Général soussigné émet, à nouveau, le vœu que soit examinée la possibilité dans les secours de maternité prévus aux Assurances Sociales pour les femmes qui ont été affectées d'accorder les mêmes avantages que la loi sur l'assistance aux femmes en couches.

Avances de fonds des communes. — Le vœu de M. Alfred LACOURT. — Considérant que les communes ont été privées de leur poste pendant la période du 19 août 1930 et relatif aux postes descriptifs occupés par les instituteurs et institutrices n'a pas été solutionné.